

Informations du Guatemala

6° année / n) 260

du 1er au mars 1987

POLITIQUE

L'URNG propose le cessez-le feu
Cerezo refuse la proposition de cessez-le-feu
L'URNG propose des rencontres entre civils
la CNR demande à Cerezo que le dialogue ait lieu
Premier contact entre l'archevêque et la guérilla
Des dollars contre les stupéfiants
L'armée capture 41 paysans

INSURRECTION

Plus de 300 pertes pour l'armée en février

MOUVEMENT POPULAIRE

La police intervient contre les travailleurs de la santé
Grève dans une entreprise de la capitale
Le gouvernement refuse de dissoudre les patrouilles
Les étudiants demandent l'arrêt de la violence

SITUATION SOCIALE

Fort taux de dénutrition chez les enfants

DROITS DE L'HOMME

Le GAM : L'ouverture démocratique, un effet d'annonce
D'autres cimetières clandestins découverts

POLITIQUE

L'URNG PROPOSE LE CESSEZ-LE-FEU

Le 1er mars à Hambourg (Allemagne fédérale), quelques heures avant le début de la réunion "San José IV" des ministres des Affaires étrangères de la Communauté européenne, de l'Amérique centrale et des représentants du groupe de Contadora, l'Unité révolutionnaire nationale guatémaltèque a proposé au président guatémaltèque Vinicio Cerezo un accord de cessez-le-feu.

Selon le représentant de l'URNG, Francisco Mendizabal c'est la première fois que la guérilla, en 27 ans de son histoire, propose une interruption des combats avec les forces armées. L'URNG suggère, dans une déclaration à la presse internationale, "d'humaniser" le conflit guatémaltèque en appliquant la convention de Genève et en créant des zones démilitarisées à l'intérieur du pays.

Le dirigeant révolutionnaire a lancé un appel à la communauté européenne afin qu'elle exige le respect des droits de l'homme en échange de l'aide financière réclamée par les pays centraméricains.

"L'assistance ne doit pas contribuer à renforcer le projet des militaires", a-t-il souligné.

Aucune avancée dans le processus de pacification du Guatemala n'a été enregistrée depuis la réunion à Madrid, en octobre 1987, des représentants de l'URNG et du gouvernement. "Cerezo ne respecte pas les accords d'Esquipulas II", a affirmé Mendizabal ; depuis les conversations de Madrid, l'armée a lancée l'offensive anti-rebelles la plus massive de ces cinq dernières années.

L'URNG demande aux ministres de la CEE d'appuyer la mise en oeuvre d'une récente résolution du Parlement européen, selon laquelle les processus de démocratisation et de vérification des accords d'Esquipulas II doivent être simultanés, sans faire dépendre l'un des aspects de la réalisation de l'autre.

CEREZO REFUSE LA PROPOSITION DE CESSEZ-LE-FEU

Selon le président Vinicio Cerezo, les projets de L'URNG sur la démilitarisation et le cessez-le-feu sont "ingénus et idiots". Il estime également que la proposition de démantèlement des forces de sécurité (qui ne figure d'ailleurs pas dans l'appel lancé par les insurgés) n'a aucun sens. Cerezo, visiblement contrarié, a déclaré : "C'est comme si nous leur demandions de sortir de la clandestinité, de donner leur nom et de signaler les endroits où ils opèrent".

L'armée continuera à mener des campagnes punitives contre-insurrectionnelles ; elles ne prendront fin que lorsque la guérilla déposera les armes.

L'URNG PROPOSE DES RENCONTRES ENTRE CIVILS

Le 6 mars, l'Unité révolutionnaire nationale guatémaltèque a proposé au Centre d'études politiques (CEDEP) d'organiser des rencontres afin d'échanger des points de vue et des idées pour chercher des solutions au conflit armé que traverse le Guatemala. L'URNG a formulé ce projet dans une lettre ouverte adressée au CEDEP, à des dirigeants politiques et à des "citoyens" qui se sont distingués lors de la participation aux forums organisés par le CEDEP.

Les signataires de la lettre, Rolando Moran, Palbo Monsanto et Gaspar Ilon, y affirment que l'objectif du gouvernement consiste à "installer un pouvoir militaire centralisé au-dessus de la société pour imposer un régime encore plus anti-populaire et anti-démocratique, ceci en accord avec les forces opposées à la solution politique et véritablement démocratique... Si l'on continue dans cette voie, notre patrie connaîtra une situation tragique et désastreuse".

L'URNG propose que la rencontre ait lieu au Costa Rica ou dans l'un des pays du groupe de Contadora, qui présentent de meilleures garanties pour cette organisation.

LA CNR DEMANDE A CEREZO QUE LE DIALOGUE AIT LIEU

Le 4 mars, la Commission nationale de réconciliation a renouvelé au président Cerezo son souhait de voir se concrétiser des accords nationaux au sein des différents secteurs du pays, consolidant le processus de démocratisation et renforçant les institutions démocratiques.

La CNR déclare avoir limité son domaine d'action à l'observation et à l'analyse, non seulement en raison des limites imposées par les accords d'Esquipulas II, mais aussi en raison du peu d'intérêt manifesté par le gouvernement à la Commission pour l'exercice de ses fonctions.

C'est pourquoi la CNR, dans le cadre des accords d'Esquipulas II, dans le but de contribuer à la pacification du pays et de s'acquitter de sa tâche de réconciliation nationale, demande que soit prise "l'initiative d'un dialogue national entre tous les secteurs, dans le cadre d'un projet préparé par la commission".

Enfin, la CNR exhorte le gouvernement de la république "à mener légalement toutes les actions nécessaires à la pacification du pays, en respectant l'esprit et la lettre des accords du Guatemala et du Costa Rica".

PREMIER CONTACT ENTRE L'ARCHEVEQUE ET LA GUERILLA

Le 7 mars, Monseigneur Prospero Penados a fait part de sa rencontre avec deux dirigeants de la guérilla ; il intervient en tant que médiateur en vue de rétablir le dialogue entre la guérilla et le gouvernement guatémaltèque. Il devrait se réunir prochainement à

Mexico avec les dirigeants de l'URNG. Il sera accompagné d'un autre membre de l'Eglise catholique.

DES DOLLARS CONTRE LES STUPEFIANTS

Mark Dion, sous-secrétaire d'état au bureau des questions internationales sur les stupéfiants, a donné une conférence de presse au siège de l'ambassade nord-américaine de la capitale du Guatemala. Il a annoncé l'octroi au Guatemala de 350 mille dollars, "pour combattre le trafic de narcotiques". Cesar Bernal, directeur du bureau des questions internationales sur les stupéfiants du département d'Etat de Washington, Juan José Rodil, ministre guatémaltèque de l'Intérieur et le député German Schelle Montes, président de la commission de l'environnement du Congrès, assistaient à l'événement, retransmis par une chaîne de télévision latino-américaine. Mark Dion a écarté la possibilité de pollution due à l'application de substances chimiques sur les plantations de stupéfiants.

L'ARMEE CAPTURE 41 PAYSANS

19 hommes, 8 femmes et 14 enfants qui tentaient de fuir l'armée ont été capturés par une patrouille militaire, emmenés au détachement de la municipalité El Estor avant d'être transférés à la caserne militaire de Coban, département de Alta Verapaz. Originaires de la région du fleuve Polocjic, dans le département de Izabal, ces paysans présentaient au moment de leur capture des signes paludisme et de sous-nutrition.

INSURRECTION

PLUS DE 300 PERTES POUR L'ARMEE EN FEVRIER

Le 1er mars, l'Unité révolutionnaire nationale guatémaltèque (URNG) a déclaré avoir infligé 338 pertes (morts et blessés) à l'armée au cours d'opérations réalisées durant le mois de février.

Le 25 février, 37 pertes ont été infligées à l'armée au cours d'une attaque de l'URNG contre un détachement à Chuchuca, municipalité de Patzun, dans le département de Chimaltenango.

Le 23 février, une attaque a eu lieu contre un détachement militaire à Chanchicupe, municipalité de Tajumulco, dans le département de San Marcos ; on ne connaît pas le nombre de pertes ; un hélicoptère a été atteint par les forces insurgées.

Dans le département du Quiché (nord-ouest du pays), les insurgés affirment avoir causé 70 pertes à l'armée, au cours de diverses actions menées du 18 au 24 février ; ils dénoncent la poursuite par l'armée des bombardements contre la population civile.

UN VILLAGE DU NORD OCCUPE PAR LA GUERILLA

Le 4 mars, un groupe d'environ "300 hommes fortement armés" a fait irruption dans la municipalité La Libertad, département du Peten, et a effectué des bombages du sigle de l'URNG sur les véhicules de transport public.

Selon la presse locale, une réunion a été tenue avec la population, au cours de laquelle les rebelles ont réclamé l'ouverture du dialogue entre la guérilla et le gouvernement.

MOUVEMENT POPULAIRE

LA POLICE INTERVIENT CONTRE LES TRAVAILLEURS DE LA SANTE

Le 7 mars au matin, les policiers ont expulsés 10 mille travailleurs du secteur de la Santé de la place centrale de la capitale. Les manifestants occupaient la place depuis 15 jours, en attente de la réponse du gouvernement à leurs revendications. Devant les policiers, armés de gourdins, de carabines, de revolvers et protégés par des casques, les protestataires ont préféré éviter l'affrontement et se sont retirés.

Selon les dirigeants syndicaux, ceci démontre que, quand il n'a pas les moyens de régler les problèmes par la voie du dialogue, le gouvernement a recours à la force. Ils ont dénoncé la détention probable de certains des leurs : "Nous dressons la liste des absents pour nous occuper de leur cas".

GREVE DANS UNE ENTREPRISE DE LA CAPITALE

600 travailleurs de l'entreprise "Internationale d'exportation" se sont déclarés en grève le 1er mars ; ils protestent contre la réduction de leur salaire ; ils recevaient Q 1,35 pour la confection d'une douzaine de sacs de sport et ne reçoivent plus qu'un quetzal, pour la même quantité.

15 des travailleurs ont été licenciés depuis le début de la grève. Le propriétaire de l'entreprise, Hans Robinson a fait appel à la police nationale et militaire.

LE GOUVERNEMENT REFUSE DE DISSOUDRE LES PATROUILLES

Le 2 mars, le Syndicat des travailleurs de l'éducation du Guatemala (STEG) s'est élevé contre le refus du gouvernement de dissoudre les patrouilles d'autodéfense civile, ainsi que le réclame l'Unité d'action syndicale et populaire (UASP).

L'intervention de la STEG fait suite à la découverte d'un cimetière clandestin dans le Chichicastenango ; on y a trouvé 23 cadavres de paysans assassinés par les deux chefs des patrouilles.

"Il est inconcevable que le gouvernement refuse la dissolution des patrouilles, ce qui met en évidence sa complicité avec les actes

de violation des droits de l'homme" au Guatemala.

LES ETUDIANTS DEMANDENT L'ARRET DE LA VIOLENCE

Les associations d'étudiants de l'Université de San Carlos (USAC) ont sévèrement critiqué le gouvernement de Vinicio Cerezo, pour la "poursuite" de la politique des gouvernements militaires précédents. Ils demandent l'arrêt des actes de violence.

Dans un communiqué commun diffusé le 2 mars, les associations d'étudiants d'Agronomie, de Science politique, de psychologique, de Droit, réclament "la complète liberté d'organisation dans les zones rurales et urbaines, sans ingérence des forces répressives de l'Etat, notamment de l'armée".

Ils demandent au gouvernement "d'élucider" les assassinats de Ana Paniagua et de José Alberto Grijalba Estevez et la cause de la disparition de l'ingénieur Irving Paul Tillmans ; les étudiants exigent "que les lois soient appliquées aux coupables en toute rigueur".

SITUATION SOCIALE

FORT TAUX DE DENUTRITION CHEZ LES ENFANTS

50% des élèves de l'enseignement primaire redoublent la première année, 30% redoublent au cours des années suivantes ; de ce fait, la durée moyenne de scolarité primaire peut atteindre 18 ans dans certaines régions du pays, a admis le 25 février l'ex-ministre de l'Education, Eduardo Meyer.

Il explique cette situation par plusieurs variables sociales, entre autres, la malnutrition dont souffrent 80% des élèves et le manque de matériel scolaire.

Meyer (dont le successeur est l'ex-président du congrès, Ricardo Gomez Glavez) a rappelé que le budget de l'Education au Guatemala représente 2,3% du produit intérieur brut, alors que d'autres pays y consacrent 2,7 , 5, ou même 9% de leur budget.

50% des plus de 15 ans sont analphabètes, problème social plus qu'éducatif, selon Meyer. En 1987 17 millions de quetzales (6,8 millions de dollars), qui devaient être consacrés à l'alphabétisation n'ont pas été utilisés.

DROITS DE L'HOMME

LE GAM : L'OUVERTURE DEMOCRATIQUE , UN EFFET D'ANNONCE

Le 1er mars, le Groupe d'appui mutuel a dénoncé de nouveaux actes de répression contre des syndicalistes et des représentants du mouvement étudiant. "L'ouverture démocratique n'est qu'un effet d'annonce ; nous vivons sous un état d'exception non déclaré", a

affirmé Nineth de Garcia énumérant les restrictions des droits de réunion, d'expression, de déplacement et d'action. La présidente du GAM a donné l'exemple d'un dirigeant syndical enlevé, menacé, maltraité et finalement relâché.

D'AUTRES CIMETIERES CLANDESTINS DECOUVERTS

Le député Victor Hugo Godoy, membre de la Commission des droits de l'homme du Congrès a annoncé le 1er mars la découverte d'autres cimetières clandestins sur l'Altiplano du Guatemala.

La commission reçoit en outre de nombreuses déclarations de disparitions et d'assassinats de personnes de l'ouest du pays. Les parents des victimes affirment connaître les responsables et les lieux de sépultures. Ils désignent les responsables des patrouilles civiles comme les auteurs de ces assassinats.